

| | | | |
|-----------------------|--|---------------|----------------------------|
| e-document-é | | A-234-23-ID 1 | |
| F I L E D | FEDERAL COURT OF APPEAL COUR D'APPEL FÉDÉRALE September 15, 2023 15 septembre 2023 Johanne Pinel | | D É P O S É |
| QUE | | 1 | |

NO : _____

COUR D'APPEL FÉDÉRALE

ENTRE :

DESGAGNÉS MARINE PETRO INC., ayant une place d'affaires au 21, Marché Champlain, Québec, province de Québec, G1K 8Z8

Demanderesse

- ET -

PIERRE-MARIE BROUDIC, domicilié et résidant à Nantes en France et représenté ici par Me Alyssa Lacoste,

Défendeur

AVIS DE DEMANDE

(Articles 18, 18.1 et 28h) de la *Loi sur les Cours fédérales*
et 301 des *Règles des Cours fédérales*)

AU DÉFENDEUR :

UNE INSTANCE A ÉTÉ INTRODUITE CONTRE VOUS par la demanderesse. La réparation demandée par celle-ci est exposée ci-après.

LA PRÉSENTE DEMANDE sera entendue par la Cour aux date, heure et lieu fixés par l'administrateur judiciaire. À moins que la Cour n'en ordonne autrement, le lieu de l'audience sera celui choisi par la demanderesse. Celle-ci demande que l'audience soit tenue devant la Cour fédérale, bureau local de Québec, située au 150, boul. René-Lévesque Est, bureau 150, Québec (Québec) G1R 2B2.

SI VOUS DÉSIREZ CONTESTER LA DEMANDE, être avisé de toute procédure engagée dans le cadre de la demande ou recevoir signification de tout document visé dans la

demande, vous-même ou un avocat vous représentant devez déposer un avis de comparution établi selon la formule 305 des *Règles des Cours fédérales* et le signifier à l'avocat de la demanderesse DANS LES (10) DIX JOURS suivant la date à laquelle le présent avis de demande vous est signifié.

Des exemplaires des *Règles des Cours fédérales* ainsi que les renseignements concernant les bureaux locaux de la Cour et autres renseignements utiles peuvent être obtenus, sur demande, de l'administrateur de la Cour, à Ottawa (n° de téléphone 613 992-4238), ou à tout bureau local.

SI VOUS NE CONTESTEZ PAS LA DEMANDE, UN JUGEMENT PEUT ÊTRE RENDU EN VOTRE ABSENCE SANS QUE NE RECEVIEZ D'AUTRE AVIS.

_____ Délivré par : _____
(Date) (fonctionnaire du greffe)

Adresse du bureau local : Cour d'appel fédérale
150, boul. René-Lévesque Est,
Bureau 150
Québec (Québec) G1R 2B2

DESTINATAIRES :

PIERRE-MARIE BROUDIC

Nantes, France

Représenté ici par Me Alyssa Lacoste

ME ANYSSA LACOSTE

VERREAU DUFRESNE AVOCATS

5300, boul. des Galeries, bur. 210

Québec (Québec) G2K 2A2

CONSEIL CANADIEN DES RELATIONS INDUSTRIELLES

Édifice C.D. Howe, 240 rue Sparks, 4ème étage Ouest

Ottawa (ont.) K1A 0X8

DEMANDE

LA PRÉSENTE EST UNE DEMANDE DE CONTRÔLE JUDICIAIRE CONCERNANT :

Une décision rendue le 17 août 2023 par un banc du Conseil Canadien des relations industrielles (ci-après : « CCRI »), composé de Me Pierre-Marc Hamelin, arbitre externe nommé en vertu du paragraphe 12.001(1) du *Code canadien du travail* L.R.C. (1985), ch. L-2) (ci-après : « C.c.t. ») dans le cadre d'une plainte de congédiement injuste en vertu de l'article 240 C.c.t., dans le dossier portant le numéro 035604-C (pièce **P-1**).

Il s'agissait dans cette décision de déterminer si le congédiement imposé par la demanderesse au défendeur était injustifié au sens de l'article 240 C.c.t.

Dans la décision **P-1**, le CCRI conclut que le plaignant a été injustement congédié et accueille la plainte. En l'absence de représentation sur les mesures de redressement, il conserve sa compétence sur cette question.

L'OBJET DE LA DEMANDE EST LE SUIVANT :

1. **ACCUEILLIR** la présente demande en contrôle judiciaire de la décision rendue le 17 août 2023 par le CCRI;
2. **ANNULER** la décision du 17 août 2023 rendue par le CCRI dans le dossier 035604-C et confirmer le congédiement du défendeur;
3. Subsidiairement, **RENNVOYER** le dossier devant le CCRI pour jugement conformément aux instructions que la Cour estime appropriées.

LES MOTIFS DE LA DEMANDE SONT LES SUIVANTS :

I – LES PARTIES

1. La demanderesse, Desgagnés Marine Petro inc., exerce ses activités dans le domaine du transport maritime et sa flotte inclut des pétroliers, des navires de charge, des transporteurs de passagers et de marchandises, des rouliers et des remorques.
2. Le défendeur M. Pierre-Marie Broudic était à l'emploi de la demanderesse depuis le 27 janvier 2020 et occupait, à partir du 18 juin 2020, le poste cadre de capitaine de navire. Il avait, à ce titre, l'entière responsabilité du navire, incluant la gestion

opérationnelle, administrative et des ressources humaines. D'origine française, il était au Canada en vertu d'un permis de travail fermé d'une durée de deux (2) ans.

II – LES FAITS

3. Il a été mis fin à l'emploi du défendeur en raison de sa personnalité abrasive et autoritaire et de son incapacité à établir des relations interpersonnelles courtoises et productives avec les membres de son équipage, et ce, même après une affectation sur un autre navire.
4. Le 4 novembre 2021, le défendeur a déposé une plainte par laquelle il alléguait avoir été injustement congédié en vertu de l'article 240 C.c.t. (pièce **P-2**).
5. Le défendeur a, par la suite, quitté le pays pour regagner la France où il résiderait toujours.
6. Un banc du CCRI, composé de Me Pierre-Marc Hamelin arbitre externe nommé en vertu du paragraphe 12.001(1) C.c.t., s'est saisi de la plainte **P-2** et les auditions relatives à celle-ci se sont déroulées les 24 et 25 avril 2023.
7. La demanderesse a fait entendre 7 témoins, dont 2 officiers de pont, le surintendant de navire et le directeur de la sécurité opérationnelle, et elle a déposé 21 documents (pièce **P-3**) dans le cadre de sa preuve.
8. La demanderesse a plaidé qu'il s'agissait d'un congédiement administratif et que les critères unanimement reconnus en jurisprudence avaient été appliqués. Subsidiairement, la demanderesse a aussi plaidé que, même s'il s'agissait d'un congédiement d'ordre disciplinaire, celui-ci était également justifié en l'espèce.
9. Le 17 août 2023, le CCRI rend sa décision (pièce **P-1**) par laquelle il conclut que le plaignant a été injustement congédié, accueille la plainte et réserve sa compétence pour les mesures de redressement.
10. Dans sa décision, le CCRI n'indique pas sous quel angle il analyse le dossier, soit administratif ou disciplinaire. Le fardeau de preuve n'est toutefois pas le même.
11. Les procureurs soussignés ont reçu copie de la décision du CCRI le 17 août 2023.

III – LES MOTIFS JUSTIFIANT LE CONTRÔLE JUDICIAIRE

12. La décision P-1 est fondée sur des conclusions de fait erronées et tirées de façon abusive, sans tenir compte de l'ensemble des éléments de preuve au dossier.

13. D'une part, le CCRI reproche à la demanderesse l'absence de preuve des lacunes reprochées au défendeur ; la preuve étant, selon le CCRI, constituée de ouï-dire.
14. Pourtant, la demanderesse a mis en preuve par le biais de deux témoignages des constats directs des lacunes du défendeur dans l'application de son autorité, l'exercice de son leadership et son travail d'équipe de même que l'impact de ces lacunes sur le climat de travail.
15. Par exemple un 1^{er} officier a témoigné d'au moins deux événements problématiques et de cinq reproches concrets vécus lui-même sur le navire avec le défendeur.
16. Dans son témoignage le défendeur s'est contenté de nier l'ensemble desdits reproches.
17. Autre exemple, un 2^e officier ayant travaillé avec le défendeur a témoigné du climat toxique engendré par le comportement du défendeur et d'au moins un reproche concret à l'endroit de ce dernier.
18. A noter que même dans son argumentation, la représentante du défendeur reconnaît qu'il y a eu au moins une preuve directe quant aux lacunes et ne constituant pas du ouï-dire.
19. Le CCRI fait le même constat et souligne expressément que certains comportements du défendeur auraient pu mériter une sanction, ce qui semble être une analyse des faits sous l'angle disciplinaire, et ce, tout en jugeant au final qu'il y a absence de preuve des lacunes.
20. Ainsi et malgré ce qui précède, le CCRI conclut que la demanderesse n'a fait la preuve d'aucune lacune, ce qui est incompréhensible et inconcevable vu la preuve administrée.
21. D'autre part, le CCRI exige de la demanderesse la preuve d'un impact négatif du comportement du défendeur sur l'ensemble de l'équipage et lui reproche l'absence d'une telle preuve.
22. Pourtant, deux témoins de la demanderesse sont venus témoigner de l'impact négatif du comportement du défendeur, constaté eux-mêmes, sur l'équipage, du malaise face à la situation engendrée par ce comportement ainsi que du changement de climat suite au départ du défendeur.
23. Compte tenu des obligations légales de la demanderesse en matière de prévention de la santé et de la sécurité au travail (articles 124 et 125 C.c.t.),

incluant le maintien d'un climat sain, il était déraisonnable pour le CCRI d'exiger une preuve à l'effet que l'ensemble de l'équipage doit se plaindre d'un comportement inacceptable du principal dirigeant du navire ou d'exiger le dépôt d'une plainte formelle pour le valider comme lacune.

24. En somme, l'analyse du CCRI de même que ses conclusions sont déraisonnables et ne peuvent faire partie des issues possibles acceptables, notamment lorsqu'analysées sous l'angle de la preuve des lacunes ainsi que celui des obligations légales de la demanderesse en matière de protection de la santé et de la sécurité au travail de ses employés et de maintien d'un climat de travail sain.
25. La décision rendue par le CCRI équivaut à un non-respect de l'équité procédurale.
26. En conséquence de ce qui précède, la décision du CCRI du 17 août 2023 est manifestement entachée d'erreurs de droit et de faits ce qui justifie la présente demande de contrôle judiciaire.
27. La présente demande de contrôle judiciaire est bien fondée en faits et en droit ;

LES DOCUMENTS SUIVANTS SONT PRÉSENTÉS À L'APPUI DE LA DEMANDE :

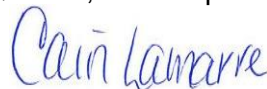
PIÈCE P-1 : Décision du CCRI du 17 août 2023;

PIÈCE P-2 : Plainte du défendeur du 4 novembre 2021 en vertu de l'article 240;

PIÈCE P-3 : En liasse, pièces documentaires déposées par l'employeur;

Pour tous les motifs exprimés ci-haut, la demanderesse est bien fondée de demander le contrôle judiciaire de la décision du Conseil canadien des relations industrielles du 17 août 2023 dans le dossier 035604-C.

Québec, le 14 septembre 2023



CAIN LAMARRE
Me Guy Dussault
Procureurs de la demanderesse

500, Grande Allée Est, bureau 1
Québec (Québec) G1R 2J7
Téléphone : 418 522-4580
Télécopieur : 418 529-9590
Courriel : guy.dussault@cainlamarre.ca